



De la guerre à la Révolution Retour sur les cas allemand, hongrois et italien

François D'Agostino,
Historien et animateur à l'ACJJ.

Mars 2019
19.800 signes

Le centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale a charrié un nombre important de publications et commémorations diverses. Comme pour celles de 2014, une lecture interclassiste a prévalu, occultant les conflits de classes avant, pendant et après le conflit, pour préférer un récit national (ou, dans le cadre d'une approche téléologique de la construction européenne, supranationale¹).

L'objet de cette analyse sera donc, bien loin des images « édifiantes » de nations monolithiques engagées dans « la défense de la patrie » ou sa reconstruction, de montrer que la période ouverte par le premier conflit mondial a entraîné une radicalisation des luttes de classes un peu partout dans le monde, débouchant sur une série de révolutions, qui ne peuvent se résumer à l'expérience russe.

¹ Pour une critique de l'historiographie de la Première guerre mondiale, voir, e.a. LACROIX-RIZ (A.) *Aux origines du carcan européen (1900-1960). La France sous influence allemande et américaine*, Le Temps des Cerises, Paris, 2014, p. 5 et sv.

Les prémisses

Impossible d'évoquer le bouillonnement de l'époque sans se pencher sur leurs préliminaires. Le déclenchement du premier conflit mondial en 1914 n'avait pas spécialement surpris les organisations de la II^{ème} internationale. Dès la fin du XIX^e siècle, les théoriciens et les grandes figures des partis la constituant, de Luxemburg à Lénine en passant par Jaurès ou Kautsky, mettaient l'accent sur les risques de guerre, avec le développement de la concurrence entre états capitalistes. Si Lénine publie en 1916 son « Impérialisme, stade suprême du capitalisme », ce dernier se place dans le sillage d'Hobson (libéral), Hilferding et Luxemburg².

Au sein du mouvement ouvrier socialiste, des tensions apparaissent depuis de nombreuses années entre « marxistes » et « révisionnistes ». Il faut se garder de projeter sur les divergences théoriques de l'époque des schémas simplistes (révolutionnaires contre réformistes, par exemple). Mais, de fait, et particulièrement dans le cas du SPD, on constatait une intégration des partis sociaux-démocrates à la société capitaliste et à un accommodement avec l'État bourgeois. Évitions également de croire que les oppositions « réformistes/révolutionnaires » vont se superposer pendant la guerre à celle des opposants/partisans du soutien à l'effort de guerre. Il est intéressant également de rappeler les justifications utilisées à gauche pour soutenir tel ou tel camp : opposition au militarisme prussien pour le POB, à l'absolutisme tsariste au sein du SPD, etc.

Globalement, à l'exception de figures isolées (Luxemburg, Liebknecht, Debbs aux USA...) du parti bolchevik et du parti serbe, tous les partis de l'Internationale semblent perdus dans les brumes guerrières.

Le tournant de 1917 : la pression monte...

Après plus de deux ans et demi de guerre, et des pertes humaines considérables, les troubles vont s'accroître dans presque tous les pays belligérants : Russie, Empire Allemand, France, Grande-Bretagne, etc. Dès 1915, à la conférence de Zimmerwald, des membres de 11 partis avaient tenté d'aboutir à des propositions communes, sans grand succès.

Après la révolution de février 1917 en Russie, tout va s'accroître : des grèves, des mutineries, des déclarations fleurissent un peu partout. En France, au mois de mai, après des offensives meurtrières,

²Voir, e.a., LEGALL (J.) , *Quand la révolution ébranlait le monde. La vague révolutionnaire 1917-1923*, Ed.Les Bons Caractères, Pantin, 2018, pp.10-36.

des soldats s'organisent en conseils sur le modèle russe (ou ce que les soldats en savent). Il faudra des semaines pour les réprimer entièrement. Des centaines de mutins seront fusillés. Des milliers seront emprisonnés ou déportés. Simultanément, à l'arrière, des grèves éclatent, C'est aussi le cas en Grande-Bretagne, qui avait connu des grèves massives (3 millions de jours de grève cumulés en 1917), l'organisation de comité d'usines notamment dans les chantiers navals écossais On évoquera aussi l'Insurrection de Pâques en Irlande en 1916.

En Italie, après le désastre de Caporetto (300.000 soldats faits prisonniers et des centaines de milliers de déserteurs), la répression au sein de l'armée monte d'un cran : 4.000 condamnations à mort, des centaines de milliers de jugements prononcés. A Turin, des grèves se développent également. Dans le camp des puissances centrales, les mutineries, désertions et grèves se multiplient également au sein de l'armée austro-hongroise. Il en va de même pour l'empire allemand, notamment suite à la réduction des rations de pain et de l'enlisement du conflit...

Globalement, dans tous les pays, les difficultés de la vie à l'arrière, les privations, l'enlisement du conflit, les réflexions sur les buts de guerre, et au front les pertes délirantes, la discipline barbare, s'ajoutent aux contradictions d'avant-guerre (question sociale et questions nationales). La guerre qui dure et le déclenchement de la révolution russe vont se concentrer pour former un cocktail explosif...

La révolution en Allemagne

Avant la guerre, le SPD était le plus puissant et l'un des partis les plus admirés de la II^{ème} internationale. Cela ne saurait occulter ses nombreuses contradictions, notamment son intégration au sein du paysage politique, en dépit des difficultés rencontrées et de l'hostilité d'une part importante des classes dirigeantes. Au moment du déclenchement de la guerre, la gauche du parti (représentée par Luxemburg et Liebknecht) va s'opposer à la guerre, bien que Liebknecht vota les crédits de guerre en 1914, par discipline de parti. Il sera envoyé au front en 1915 suite à ses interventions contre la guerre puis il sera emprisonné pour distribution de propagande lors du 1er mai 1915 (« L'ennemi principal est dans notre propre pays »). Avec le temps, de nombreuses voix, pas spécialement révolutionnaires vont se joindre à la contestation et contre la poursuite du conflit, ainsi Bernstein et Kautsky. Les exclusions à répétition du SPD finiront par aboutir en 1917 à la création de l'USPD qui rassemble ces différentes tendances. Si le parti est numériquement important, la volonté du groupe « spartakiste » de ne pas se couper des masses ne permet pas l'émergence à l'époque d'un parti ouvertement révolutionnaire.

En septembre, malgré les plans de l'état-major et le transfert de troupes issues du front oriental suite à la sortie de la Russie du conflit, l'Allemagne perd la guerre. Le poids du blocus, l'entrée en guerre des Etats-Unis ainsi que les difficultés intérieures vont précipiter la chute. Sous la pression de son état-major, Guillaume II consent en octobre à des changements politiques. Ces derniers consistent à intégrer des membres du SPD dans le gouvernement et à évoluer vers une monarchie parlementaire. Mais le 29 octobre, à Kiel, les marins (généralement recrutés, pour des raisons techniques, chez les ouvriers de l'industrie lourde qui sont généralement très bien organisés et politisés) se révoltent contre l'idée d'un « baroud d'honneur contre la Royal Navy. Des conseils de marins sont formés et rapidement, la révolution s'étend aux grandes villes.

Le 9 novembre, Guillaume II est poussé à abdiquer et Scheidemann proclame la république, alors qu'au même moment Liebknecht, pour sa part, proclame la république socialiste. Dans les semaines qui suivent, une situation de double pouvoir va régner, voyant s'affronter la droite du SPD (Ebert, devenu chancelier, Noske...) et les conseils qui vont fleurir un peu partout. La classe ouvrière, un peu désorientée, aura tendance à faire confiance à la « vieille maison » SPD, qui va déchaîner une propagande terrible et n'hésitera pas à s'allier à des forces bourgeoises pour isoler les conseils. Fin novembre, une série de grèves va se déclencher, notamment dans la Ruhr. Le gouvernement d'Ebert va favoriser la constitution de corps francs pour organiser la répression violente du mouvement. De nombreux futurs responsables nazis y feront leurs premières expériences. Pour diminuer la pression, le gouvernement provisoire appelle à la tenue d'une assemblée constituante en janvier 1919. Fin décembre, les « spartakistes » rompent définitivement avec l'USPD et créent le KPD. Luxemburg et Liebknecht sont mis en minorité sur la question des élections.

En janvier 1919, le gouverneur USPD de Berlin, Robert Emil Eichhorn, très hostile au gouvernement est révoqué. Rapidement, 500.000 ouvriers se mettent en grève et manifestent, avec le soutien de l'USPD et du KPD. Liebknecht fait partie d'un « comité d'action révolutionnaire » qui prend la direction du mouvement. L'insurrection est prématurée et si elle va trop loin, elle risque très vite d'isoler Berlin du reste du pays. Aussi, à la tête du KPD, Luxemburg pousse à temporiser, contre l'avis de Liebknecht. Le gouvernement et le SPD décident de lancer la répression et envoient les corps-francs. Les combats durent une semaine. Le 15 janvier, Luxemburg et Liebknecht sont arrêtés avec d'autres militants et exécutés. Le signal envoyé par le pouvoir aux conseils de province fait que le mouvement s'essouffle même si des tentatives de république des conseils auront lieu jusqu'au printemps, notamment en Bavière.

En mars 1920, suite à la tentative de putsch de Kapp, et face au soutien à peine déguisé de la bourgeoisie et de l'armée à ce dernier, le SPD et Ebert se trouvent désarmés. Une alliance improbable entre des groupes du SPD, de l'USPD et du KPD va organiser des grèves pour couper les lignes d'approvisionnement et de communication des putschistes. Le putsch sera évité, mais le gouvernement va vite se retourner contre l'embryon d'armée rouge né de l'autodéfense ouvrière. Cela aura de graves conséquences en ce qui concerne la montée du nazisme³.

La révolution hongroise

L'empire austro-hongrois se disloque rapidement, dès octobre 1918, suite à l'effondrement des armées de l'empire et sous l'influence de la révolution russe. En Hongrie, un gouvernement alliant libéraux et sociaux-démocrates, sous la houlette d'un nationaliste, est constitué. Mais, simultanément, des conseils ouvriers et paysans se forment un peu partout. L'absence de réforme agraire pourtant promise va alimenter les tensions.

Au même moment, le PC hongrois se constitue. Le PSDH appelle à la grève pour faire tomber le pouvoir royal (Charles IV) et essaie de contrôler le conseil de Budapest. La république parlementaire est proclamée le 16 novembre. En mars 1919, le soutien aux communistes progresse suite à la hausse du mécontentement et le gouvernement tombe dans les mains du PSDH. En mars, la fusion entre communistes et socialistes, suite à des négociations avec Bela Kun, est décidée. En avril, les élections portent le nouveau parti au pouvoir. Ce dernier lance une série de réformes importantes : nationalisations, logements réquisitionnés, baisse des loyers, congés de maternité...

Le soutien dans les campagnes va toutefois fléchir. En effet, le gouvernement des conseils préfère nationaliser les terres plutôt que de suivre le modèle des bolcheviks qui voulaient s'allier la paysannerie. De plus, l'inflation va entraîner une série de difficultés qui vont renforcer la réaction. La Roumanie et la Tchécoslovaquie, avec l'appui des alliés et le soutien des réactionnaires locaux, vont déclencher la guerre dès avril 1919, deux jours après l'élection du gouvernement rouge. Après une série de défaites, l'armée rouge va lancer une contre-offensive victorieuse.

Rapidement, entre l'intervention extérieure, le vacillement des forces à l'intérieur du gouvernement et sans le soutien de l'armée rouge russe (elle-même sous le coup de la guerre civile et de

³ Pour une chronologie des événements, on se référera utilement aux pages 50 à 68, du livre de Legall cité plus haut. Un autre complément utile est le livre de Gilbert Badia : BADIA (G.), *Les spartakistes : 1918, l'Allemagne en révolution*, Éditions Aden, Bruxelles, 2008. Pour les débats théoriques antérieurs, voir DROZ (J.) *La social-démocratie allemande (1875-1914)*, in DROZ (J.), sous la dir. de, *Histoire générale du socialisme, tome 2, de 1875 à 1918, 1^{ère} édition*, PUF, Paris, 1997.

l'intervention étrangère), l'expérience socialiste hongroise va s'effondrer, aboutissant à l'arrivée de Horty au pouvoir et à la terreur blanche⁴.

L'Italie, les conseils à Turin et l'émergence du fascisme

L'Italie connaît deux années rouges, de 1919 à 1920, entre revendications paysannes et ouvrières. Des conseils se forment et la bourgeoisie panique.

Le PSI et la CGL connaissent un développement important, mais concilient des tendances contradictoires. Le PSI, notamment, s'opposera à la guerre, mais de manière passive. Mussolini, ancien du parti, verra son journal subventionné par les alliés et le gouvernement, pour promouvoir l'« interventionnisme de gauche ».

Dès 1917, et après le désastre de Caporetto, des mutineries et des grèves ont lieu de plus en plus souvent. En 1918, le bilan est très lourd, plus de 600.000 morts, 1.000.000 d'invalides sans compter les pertes dues à la grippe espagnole. De plus, les gains de la guerre ne seront guère à la hauteur des promesses, entraînant un grand ressentiment au sein de la bourgeoisie nationaliste.

En 1919, on assiste à une flambée des prix, une hausse du chômage. Une série de grèves éclate dans les industries du nord, parallèlement à des occupations de terre. A chaque fois, le PSI et la CGL tergiversent, malgré le discours parfois radical et le lien avec la III^{ème} internationale. En juillet 1919, par exemple, la CGL fait respecter une grève en opposition à la guerre contre la Russie et la Hongrie rouge (contrairement à la CGT française). Finalement, en 1919, des mesures passent, comme des augmentations de salaire, la journée des huit heures, des remises de terre aux coopératives. La classe ouvrière a beaucoup appris. En novembre 19, le PSI obtient 32 % des voix et plus de 156 députés.

En 1920, l'appareil d'état est paralysé. Lors des grèves et des occupations d'usines de 1919, l'armée a souvent sympathisé avec les rouges. On assiste à la création d'une garde royale et au financement des fascistes par la bourgeoisie et certains secteurs de l'État.

A Turin, en janvier, des occupations d'usines ont lieu. A Turin, le groupe de Gramsci prône la transformation des commissions internes en conseils d'usines. En septembre, le mouvement continue et peut s'étendre mais le PSI manœuvre pour l'étouffer. La CGL demande d'introduire le

⁴ LEGALL (J.), *op.cit.*, p.72-92.

contrôle syndical. Simultanément, l'Internationale prône l'insurrection. Le 22 septembre, un accord est signé... qui ne sera jamais voté à la chambre.

Le PSI tient un congrès à Livourne en janvier 1921. Suite au refus des maximalistes (98.000 membres) d'exclure la minorité réformiste (15.000 personnes), les communistes (60.000 militants) quittent la salle et fondent le Pcd'I, qui obtiendra 15 élus en mai 1921. La période ultérieure est au reflux des luttes et à l'ascension du fascisme. Face à l'inaction du pouvoir, la bourgeoisie industrielle et rurale finance massivement les faisceaux. Dès novembre 1920, ces derniers attaquent les socialistes à Bologone, sans réaction du parti. En avril 1921, Turati et Matteotti conseillent de ne pas réagir. Face à cela, le PCI s'enferme dans le sectarisme, contre l'opinion de Gramsci ou Togliatti.

En octobre 1922, c'est la marche sur Rome. Notons ici que cette dernière a plus été un parade qu'un vrai coup de force. Le fascisme a bénéficié de deux adjuvants essentiels dans sa montée. Il s'agit de la passivité du mouvement ouvrier, que ce soit par confiance dans les institutions bourgeoises (PSI) ou par sectarisme (PCI dirigé par Bordiga) et l'appui soulagé de la bourgeoisie industrielle, rurale et financière italienne, trop heureuse de voir des gens déterminés à s'occuper du « problème » révolutionnaire. Peut-être plus que l'Allemagne, l'Italie est certainement le pays occidental qui a été le plus proche d'une révolution socialiste⁵.

Vers la fin d'un cycle

Ailleurs aussi, la vague révolutionnaire/insurrectionnelle va prendre de l'ampleur. Que ce soit le refus de soutenir l'intervention contre la Russie soviétique, la revendication de droits politiques et de meilleures conditions de vie, des grèves éclatent en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Partout, la bourgeoisie oscille entre concessions et répressions. La jeune Internationale communiste essaie désespérément de se structurer et apporte son soutien au mouvement anticolonial tout en essayant de consolider le jeune état soviétique.

L'immédiat après-guerre a façonné la suite du mouvement ouvrier révolutionnaire : la question de l'organisation, de la direction du mouvement mais également les risques d'une politique trop hardie ou au contraire défaitiste, donneront naissance aux réflexions de Lukàcs ou de Gramsci sur les chemins à prendre pour faire triompher la révolution. Manifestement, la bourgeoisie, un temps apeurée, reprendra rapidement la main, notamment au travers des différentes variantes du fascisme

⁵ Voir e.a. PALENI (Br.), *Italie 1919-1920. Fascisme ou révolution ?*, Ed. Les Bons Caractères, Pantin, 2011 mais aussi GRAMSCI (A.), *Textes choisis*, Le Temps des Cerises, Paris, 2014, p. 57-109 ou PIOTTE (J-M), *La pensée politique de Gramsci*, Lux Editeur, Montréal, 2010.

qui vont émerger dans l'entre-deux-guerres⁶ . Le mouvement ouvrier divisé devra attendre les années trente pour envisager des rapprochements antifascistes. Trop tardivement, en tout état de cause, pour éviter la catastrophe.

En 1923, une dernière tentative avortée de révolution en Allemagne signera la fin d'un cycle. On notera qu'en Belgique, la bourgeoisie d'abord paranoïaque et répressive, sera quand même obligée d'octroyer des concessions. Le début des années vingt verra en effet la satisfaction de nombreuses demandes : suffrage universel masculin, loi sur l'assurance-chômage, entre autres choses.

C'est à cette période que Joseph Jacquemotte, entre autres, participe à la fondation du Parti communiste de Belgique, qui connaîtra une histoire mouvementée. Mais ceci est une autre histoire⁷...

⁶ GOSSWEILER (K.), *Hitler : l'irrésistible ascension ? Essais sur le fascisme*, Aden, Bruxelles, 2006.

⁷ RENARD (CL.) , *Octobre 1917 et le mouvement ouvrier belge*, Arquennes, Éditions Memogrames et Bruxelles, Éditions du CArCoB, 2017.